



# La lutte pour la santé est une lutte pour un monde plus équitable, plus juste et plus humain

Déclaration de la 4ème Assemblée du  
Mouvement Populaire pour la Santé - PHA4  
Savar, Bangladesh, 15-19 novembre 2018

*Cette Charte a été inspirée par le souvenir et l'esprit d'Amit Sengupta, qui s'est dévoué sans compter à la lutte pour un monde plus juste, plus sain et plus humain – il restera pour toujours une source d'inspiration pour les futurs activistes du MPS.*

## Nos luttes

Après des mois de mobilisation à travers des assemblées nationales et régionales, nous nous sommes réunis à Savar, au Bangladesh, six ans après l'assemblée du Cap; nous étions 1.400 activistes de la santé, venus de 73 pays du monde, à réaffirmer notre engagement en faveur de la lutte pour la santé, lutte qui est pour nous – pour reprendre les paroles d'Amit Sengupta – une lutte pour un monde plus équitable, plus juste et plus humain.

La vision donnée par le [People's Charter for Health](#) (2000) et la Déclaration de Cuenca (2005) est plus que jamais d'actualité, car malheureusement les causes profondes d'une mauvaise santé et de l'inégalité sont toujours là et doivent encore être inversées. Ces causes premières sont profondément enracinées dans le système patriarcal, le système de caste, le racisme, le fondamentalisme religieux, la course à la performance, la transphobie et la norme hétéro et sont renforcées par le paradigme actuel du développement, caractérisé par l'individualisme, l'anthropocentrisme et le capitalisme néolibéral. Dans le monde entier, des communautés perdent de plus en plus leur accès à la terre, à l'eau et aux ressources, alors que par ailleurs elles sont confrontées à une intensification de la militarisation, de la violence et de la répression.

Ce paradigme a donné un coup de pouce significatif au pouvoir des corporations transnationales, ce qui a conduit à une énorme inflation du profit privé et à la création d'une classe de dirigeants et d'actionnaires transnationaux dont la fortune et le pouvoir menacent directement l'équité, la justice et la santé de la planète.

Les intérêts des puissances néolibérales érodent systématiquement la souveraineté de nos gouvernements, sacrifiant ainsi les droits et privilèges du peuple aux intérêts du profit. A travers le monde entier, des communautés perdent, d'une part, de plus en plus leur accès à la terre, à l'eau et aux ressources vitales, tout en faisant face, d'autre part, à une augmentation de la militarisation, de la violence et de la répression. Des corporations se livrent à une destruction rampante des écosystèmes et de la biodiversité, générant d'énormes quantités de déchets toxiques tout en mettant en danger les identités culturelles, la diversité et les modes de vie. La complexité de nouveaux conflits et de conflits chroniques, de la migration, de changement climatique, de menace sur la vie privée – pour n'en citer que quelques exemples - représentent chaque jour de nouveaux défis. Tout cela, s'appuyant sur des politiques injustes globales, économiques, nationales, contribue à créer un paradigme de développement injuste et insoutenable et crée un ensemble complexe de déterminants qui menace sérieusement la réalisation de la santé pour tous et toutes.

C'est par rapport à cet arrière-plan négatif que nous situons notre lutte pour le droit à la santé; pour un nouveau modèle de société, avec davantage de solidarité, d'empathie, d'équité et d'humanité, qui veille à préserver les vies humaines et les écosystèmes.

### **La crise de la santé est une crise du modèle capitaliste**

Les pays à revenu élevé, qui collaborent étroitement avec les corporations transnationales, font la promotion de politiques néolibérales pour gérer la crise contemporaine du capitalisme globalisé dans les intérêts de la classe capitaliste transnationale. Avec l'aide d'un réseau d'accords unilatéraux “de commerce et d'investissement”, ces politiques sont soit acceptées soit imposées aux gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire. Les politiques nationales qui en découlent ont des conséquences profondes sur les conditions sociales qui déterminent la santé de la population ainsi qu'à l'approche et la création de soins de santé globaux. D'un côté, ces politiques détériorent les déterminants fondamentaux de la santé et détruisent progressivement les infrastructures sanitaires et la prestation de soins. De telles politiques encouragent les gouvernements nationaux à abdiquer leurs responsabilités par rapport à la santé publique tout en menant à la privatisation et à des systèmes d'assurance.

### **La vision alternative du MPS : équité, durabilité écologique et santé pour tous et toutes**

Notre vision est celle d'un monde d'égalité entre et au sein des pays et où la santé pour tous et toutes est une réalité. Nous réaffirmons que la bonne santé est le résultat d'une justice sociale, économique et environnementale. Nous visualisons un monde dans lequel empathie, solidarité et respect des gens et de l'environnement est au coeur des communautés globale, nationale et locales ; un monde sans discrimination ni oppression basées sur le genre, la race, la case, l'ethnicité, le handicap, la sexualité, la religion, l'occupation, la citoyenneté; un monde où les droits humains, l'empowerment et la santé de toutes les communautés, sont respectés et promus, en même temps que la dignité et les droits de tous les êtres vivants, et qui mette en avant les droits humains, l'empowerment et la santé de toutes les communautés.

Nous exigeons que les gouvernements, les institutions financières internationales et les agences des Nations Unies, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), rendent des comptes au peuple et non aux corporations transnationales et à leurs agents. Nous exigeons qu'ils garantissent les droits liés à la santé et à l'environnement à travers des lois et des régulations contraignantes. Nous exigeons qu'ils protègent ceux qui luttent pour défendre

leurs droits et mettre fin à l'impunité avec laquelle les corporations menacent, nuisent ou tuent des gens et la nature.

Nous voulons des Systèmes de Santé Publics équitables qui soient universels, intégrés, appropriés au contexte et complets – et non discriminatoires, allant contre l'empowerment, privés et visant le profit – des systèmes qui soient une base pour agir de façon appropriée sur les déterminants sociaux de la santé, en ce compris un changement radical dans les structures de pouvoir existantes.

## **Notre engagement**

Comme nous l'avons affirmé dans le [Cape Town Call to Action](#) (2012), il n'y a pas de changement possible sans une mobilisation de la population par la construction d'un pouvoir social et politique au sein de la population et des communautés. Les activistes du MPS s'engagent à créer des ponts pour relier tous les mouvements qui luttent pour le droit à la santé à d'autres mouvements sociaux qui défendent les terres, l'eau, les ressources vitales du peuple, les droits des communautés indigènes et les droits face à l'agression des corporations transnationales et des gouvernements qui représentent les intérêts des entreprises.

Nous nous engageons à renforcer le MPS en assurant une gestion transparente, démocratique et juste sur le plan du genre. Nous nous engageons à construire de nouveaux cercles de pays et à renforcer ceux qui existent en élargissant les liens et la solidarité avec d'autres organisations, des réseaux et des mouvements populaires qui poursuivent des objectifs similaires en engageant des nouvelles personnes, surtout des jeunes, aux niveaux national, régional et global. Ainsi, la diversité de notre mouvement sera davantage représentée.

Notre travail à court terme sera organisé autour de six thématiques et terrains d'action différents, avec des objectifs spécifiques, mais nous restons ouverts à de nouveaux thèmes à moyen et long terme.

Ainsi, l'importance des connaissances traditionnelles des peuples sur les écosystèmes et la santé, de même que des formes de résistance durable et responsabilisante (empowering) à l'approche dominante de la santé, hégémonique et biomédicale.

## ***Justice de genre et santé***

Le MPS encourage une compréhension et une analyse du genre en tant que problème transversal qui concerne tous les cercles thématiques au sein de l'organisation. Le MPS fonctionne au-delà de la division binaire mâle/femelle et inclut les LGBTQI (lesbiennes, gays, bisexuels, queer et intersexe) et les communautés transgenres en intégrant une analyse et une compréhension non-binaires du genre dans toutes ses discussions, ses événements et ses assemblées.

Le MPS croit que l'oppression de genre est étroitement liée aux autres systèmes d'oppression et que ces interconnexions compromettent encore davantage le bien-être et l'accès aux soins de santé. Bien qu'elles se manifestent de façons différentes et à des niveaux différents selon les contextes, les expériences d'inégalité des genres, la discrimination et la violence sont universelles.

Le MPS reconnaît qu'à côté des femmes, d'autres catégories sont victimes de la violence basée sur le genre: enfants, personnes dont l'orientation sexuelle ou l'identité de genre s'écartent de la norme, et que cette vulnérabilité face à la violence est exacerbée par un

handicap, le statut conjugal, la race, la caste, la religion, l'ethnicité, l'occupation, des situations de conflit et le statut social et économique.

La justice de genre et la santé sont reliées et sont toutes deux cruciales pour la réalisation de l'objectif de la santé pour tous et toutes. Le MPS analyse de façon critique les implications générées de la macroéconomie et de la politique et le paradigme de développement actuel, qui, ajoutés aux politiques et lois nationales, sont discriminatoires et injustes et continuent à entraver fortement la réalisation de la santé pour tous et toutes.

Pour progresser vers une justice de genre, le MPS s'engage à:

- Promouvoir les services de santé et les soins de santé autour de la reproduction et de la vie sexuelle, avec une attention particulière pour les femmes, les jeunes filles et les LGBTQI et les communautés transgenres, les minorités raciales et de caste et les personnes avec un handicap
- Promouvoir et soutenir l'action contre les systèmes sociaux, économiques et politiques inégaux et injustes sur le plan du genre, et qui ont un impact sur la santé et les droits humains aux niveaux local, régional ainsi que global.
- Consolider les preuves à travers des études, des témoignages, des études de cas et d'expériences de différentes régions pour une défense et une action globales pour des politiques de santé justes sur le plan du genre et responsables.
- Forger et renforcer les liens et la solidarité avec des groupes de femmes, des groupes de santé, des coalitions, des réseaux, des mouvements populaires, des campagnes et des groupes d'intérêts, autour de défis et de problèmes identifiés de justice de genre et de santé.
- Surveiller et résister à des projets globaux qui diminuent les droits de santé sexuels et de reproduction, comme par exemple la "règle du bâillon global".
- Mobiliser et construire la compréhension et les capacités, en particulier chez les jeunes, concernant la justice de genre et la santé à travers l'Université Internationale de la Santé du Peuple (IPHU) et d'autres processus.

### ***Environnement et santé de l'écosystème***

L'attention prédominante des politiques néolibérales à maximaliser le profit avec un minimum de responsabilité encourage des modes de vie sur-consommateurs, non durables, et des technologies et industries polluantes. Cela affecte de façon irréversible la qualité du sol, les réserves d'eau souterraine, la biodiversité, en raison d'une sur-extraction des ressources forestières et de pêche, d'une prolifération des opérations minières et d'une expansion de l'agriculture moderne pour le marché global, pour ne citer que quelques exemples. Une telle vision du développement est bien entendu responsable de la destruction généralisée de l'environnement et génère d'immenses quantités de déchets – tant nucléaires que de produits chimiques toxiques ou de pesticides –, cause une grave pollution de la terre et de l'eau, une pollution de l'air, une diminution de la couche d'ozone et le changement climatique, le tout avec des effets dévastateurs sur la santé des populations.

En outre, les travailleurs et travailleuses employé-e-s par ces industries polluantes viennent souvent des couches les moins privilégiées de la société. Lois et politiques ont été constamment bafouées par des industries par rapport à la santé de ces travailleurs et travailleuses vulnérables, exposé-e-s à un environnement de travail hautement dangereux.

Afin de promouvoir la santé de l'écosystème, dans une vision globale que notre santé est la santé de la nature, le MPS s'engage à:

- Développer une campagne globale contre l'impact sur la santé des industries d'extraction.
- Soutenir les organisations qui s'opposent au projet global d'extraction et renforcer les liens entre les mouvements pour les droits à la terre, les droits du milieu et les droits humains qui sont des mouvements populaires.
- Condamner la criminalisation, la répression et les assassinats extra-légaux d'activistes dans la lutte pour la justice environnementale.
- Promouvoir des systèmes de soins de santé qui ne soient pas nocifs pour l'environnement et qui contribuent à des écosystèmes sains.
- Soutenir des modes de travail qui favorisent un travail et des systèmes de production sûrs et sains.
- Soutenir les groupes pour les droits des travailleurs et travailleuses qui luttent pour les droits à la santé de travailleurs et travailleuses organisé-e-s ou non et pour un environnement de travail sain.

### ***Alimentation et souveraineté alimentaire***

Le MPS estime que notre système d'alimentation non durable et non équitable est un déterminant de la mauvaise santé, manifeste principalement dans ce qu'on appelle le triple fardeau de la malnutrition ainsi que des pandémies et de maladies non transmissibles. Les causes profondes communes sous-jacentes tant à la sous-alimentation qu'à la suralimentation dans notre monde globalisé relèvent de l'impact des pratiques actuelles en ce qui concerne la production de la nourriture, la façon dont elle est transformée, distribuée, le commerce des systèmes alimentaires, ainsi que les différences de pouvoir entre ceux qui sont les plus lésés et ceux qui bénéficient le plus du système alimentaire actuel. La pénétration non régulée des compagnies agroalimentaires et le marketing agressif des aliments transformés et ultra-transformés ont eu un impact grave sur le problème de la malnutrition et l'insécurité alimentaire qui y est liée.

Le MPS propose de:

- Créer un système alimentaire qui, “de la graine à l'assiette”, soit équitable, juste et basé sur le droit inaliénable à l'alimentation et à une nutrition adéquate.
- Politiser de façon appropriée les problèmes de nourriture et de nutrition, c'est-à-dire en intensifiant la compréhension de l'économie politique de la nourriture et de la nutrition.
- Construire une prise de conscience des liens négatifs entre la nourriture et les systèmes financiers, y compris l'influence excessive des entreprises ainsi que des défauts des solutions actuelles de multi-actionariat, comme par exemple le Renforcement de la Nutrition (Scaling Up Nutrition, SUN), une initiative adoptée par les agences de l'ONU et quelques ONG.
- Résister au pouvoir croissant de l'industrie agro-alimentaire transnationale.
- Résister à une vision technique et individualisée de la nutrition en corrigeant les désinformations du public sur la façon de rendre le système alimentaire plus équitable.

Créer des ponts entre le MPS et le mouvement agro-écologiste pour obtenir la souveraineté alimentaire.

- Intensifier la prise de conscience et empêcher l'utilisation massive de produits agrottoxiques et de pesticides dans l'alimentation, l'eau et la terre, en opposition avec le discours hégémonique sur l'industrie agricole.

### ***Commerce et santé***

Presque tous les pays représentés à cette Assemblée ont conclu ou sont en train de négocier des accords commerciaux ou d'investissement régionaux ou bilatéraux, en général impulsés par les USA ou l'UE, et visant à favoriser les intérêts de corporations transnationales. Il s'agit en fait d'accords d'intégration économique qui vont bien au-delà d'une libéralisation du commerce en espèces, pour inclure la libéralisation dans les services, une protection extrême de la propriété intellectuelle, une harmonisation des régulations et de nouvelles provisions protégeant les corporations transnationales contre une réglementation des gouvernements des pays hôtes. Le régime ainsi mis en place a de lourdes conséquences sur l'accès à des soins de santé globaux et aux conditions sociales à la base de la santé de la population.

Pour que la santé passe avant le profit, le MPS s'engage à :

- Stopper les négociations d'accords de commerce et d'investissement conçus pour étendre et renforcer le régime néolibéral et mettre fin (se retirer de) à des accords existants qui consolident ce régime.
- Oeuvrer à un Nouvel Ordre Economique International qui incorpore une discrimination positive en faveur des pays en développement et qui soit orienté vers une civilisation écologiquement durable, basée sur une vie saine plutôt que sur le profit des entreprises.
- Réformer la régulation des médicaments en s'assurant que celle-ci se base sur la souveraineté nationale et vise à assurer la qualité, le caractère sûr et abordable et un usage rationnel et efficace.

### ***Des systèmes de santé équitables***

Le MPS réitère son engagement en faveur de soins de santé primaires (PHC) en vue de la santé et du bien-être de tous et toutes, visant à une égalité dans les questions sanitaires. Il s'agit d'un point crucial étant donné que nous affrontons une crise sanitaire globale caractérisée par des inégalités liées à une série de déterminants sociaux, économiques, commerciaux, environnementaux et politiques de la santé, et à un accès aux et une qualité des services de santé au sein et entre les pays. Dans nombre de régions du monde, des systèmes de santé mal conçus, sous-financés et de mauvaise qualité sont à la base de taux inacceptables de morbidité et de mortalité. Le MPS reconnaît également que les systèmes de santé sont des institutions profondément genrées, marquées par l'appartenance de caste et le racisme, qui renforcent les inégalités par des politiques discriminatoires et des pratiques qui sont des barrières énormes à un accès à l'information sanitaire et aux soins. Le genre joue également un rôle critique au sein des travailleurs et travailleuses de la santé et détermine la localisation et les expériences des travailleurs et travailleuses sanitaires.

Le MPS déplore également la tendance globale vers une privatisation des soins de santé, l'implémentation de systèmes d'assurance (surtout en Asie et en Afrique) au nom de la réalisation d'une couverture sanitaire universelle, tout cela ne faisant que renforcer la privatisation et la commercialisation de la santé. Des partenariats publics-privés et l'externalisation de services publics, y compris dans la santé, sont encouragés malgré des

preuves irréfutables d'échecs et de leur impact négatif sur l'équité sanitaire et les conditions des travailleurs et travailleuses sanitaires. Tout cela rencontre une forte résistance des mouvements populaires.

Le MPS propose de :

- Instituer une action pour promouvoir des systèmes de santé universels qui soient financés par l'état, équitables et de bonne qualité, basés sur les soins de santé primaires tels que définis dans la Déclaration d'Alma Ata. Des systèmes de santé publics universels, disponibles gratuitement et financés via des taxes, centrés sur les soins de santé de base, constituent le moyen le plus efficace pour la promotion de l'équité et la réalisation du droit universel à la santé.
- Assembler des preuves de l'échec de l'assurance santé au financement public dans les pays à revenu faible et intermédiaire, de la privatisation, des partenariats public-privé à assurer une meilleure santé à la population, ce qui renforcera la campagne en exposant le schéma néolibéral utilisé pour justifier la privatisation des systèmes de santé.
- Documenter les luttes et la résistance à la privatisation de la santé et se baser sur des expériences positives dans l'organisation de services de soins de santé et de soins de santé primaires.
- Etablir une initiative de surveillance collective des soins de santé dans des régions globales, en partenariat avec d'autres réseaux qui réalisent un travail similaire.
- Faire prendre conscience de l'importance des travailleurs et travailleuses de première ligne en tant qu'agents du changement social et travailleurs pour le système sanitaire, et travailler à renforcer leur rôle en assurant la santé pour tous et toutes, à travers des programmes mieux conçus, un travail décent et une rémunération juste.
- Mettre en évidence le rôle central des travailleurs et travailleuses de la santé dans le fonctionnement des systèmes de santé et faire prendre conscience des effets des politiques néolibérales sur leurs conditions de travail.
- Promouvoir un travail décent dans les systèmes de santé et pour tous et toutes les travailleurs et travailleuses de la santé, y compris une rémunération juste, une protection sociale et des conditions d'emploi. Mettre en évidence les liens entre les formes informelles et irrégulières du travail et de la qualité des services de santé.
- Soutenir le droit des travailleurs de la santé de s'organiser et de négocier collectivement et créer des liens avec des syndicats progressistes qui luttent pour les droits des travailleurs et travailleuses de la santé.

### ***Guerre et conflits, occupation et migration forcée***

La soif insatiable de profit, associée aux aspirations impérialistes de nombreux pays, dont l'Europe et les Etats-Unis, provoque guerres et insécurité à une échelle globale, mais également pauvreté et dégâts environnementaux. Cela déstabilise des pays tout entiers à travers des politiques économiques, des interventions politiques, la vente d'armes, le trafic de drogues et une extraction illimitée des ressources. Le tout crée les conditions qui provoquent des mouvements massifs de population à travers le monde.

La migration forcée due à des conflits armés, des épurations ethniques, des confiscations de terres, des soulèvements, des projets de développement ou au changement climatique est une

réalité d'aujourd'hui dont les racines se trouvent dans les inéquités et les politiques du néolibéralisme.

En effet, l'économie néo-libérale globalisée sape les initiatives et les systèmes économiques locaux, et c'est là probablement une cause importante des expulsions et dislocations sociales. De nombreuses populations perdent leurs droits civiques de base lorsqu'ils sont forcés à migrer dans un pays étranger. Tout déplacement au sein du pays provoque stress et incertitude. Bien que les déplacements touchent des populations dans leur ensemble, les expériences des peuples affectés présentent plusieurs aspects et sont souvent genrés, avec des conséquences sur la santé sexuelle et reproductive, de même que sur la santé mentale.

Le MPS dénonce l'impact direct et indirect sur la santé dû à la guerre, l'occupation et la militarisation et souligne les implications pour la santé de la migration et des politiques migratoires non respectueuses des droits humains. Le MPS dénonce également l'industrie militaire et sécuritaire comme menace sur la santé publique, comme cause continue de conflit et donc de souffrances humaines, et aussi comme l'un des pires pollueurs et émetteurs de carbone au monde.

Le MPS propose de:

- Faire pression sur les organisations internationales pour défendre des politiques équitables, résoudre les conflits, construire la paix, désarmer, mettre fin à l'occupation, assurer un mouvement sûr et libre de la population.
- Mobiliser les organisations locales et internationales de la société civile, les groupes humanitaires, les bénévoles et les médecins pour apporter une aide immédiate et un suivi médical aux personnes déplacées.
- Faire pression sur les gouvernements locaux concernés pour qu'ils procurent de la nourriture d'urgence, un abri, des vêtements et des soins de santé à ces personnes déplacées.
- En cas de migration transfrontalière, mobiliser les instances mondiales comme les Nations Unies et les organisations et réseaux indiqués pour mettre une pression multilatérale sur les pays respectifs et reconnaître les personnes déplacées comme réfugiés et respecter tous les droits et privilèges auxquels ils ont droit.
- S'assurer que les droits sanitaires des migrants et migrantes et des réfugié-e-s sont respectés.
- Faire campagne pour mettre fin à la recherche et au développement militaires payés avec l'argent des contribuables.

## **Construire notre Mouvement Populaire de la Santé**

Afin de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés à travers des domaines thématiques, nous devons continuer à bâtir notre Mouvement Populaire de la Santé par nos efforts collectifs en vue de développer et d'appliquer une large vision globale et une stratégie basée sur une évaluation correcte de nos partenaires stratégiques à tous les niveaux – global, national et local. Il y a un besoin urgent de construire notre capacité pour la recherche, l'analyse et l'action via davantage d'entraînement qui mènera à une mobilisation sociale ; pour des campagnes et pour une stratégie de notre action. Nous devons construire des alliances avec des syndicats, des organisations, des mouvements sociaux représentant les

femmes, les paysans, les travailleurs et travailleuses de première ligne, les communautés indigènes et les jeunes.

Pour finir, si nous devons construire une culture et des institutions alternatives, chacun de nous doit activement soutenir nos camarades dans leur lutte. Ce n'est qu'ainsi qu'il y aura de l'espoir pour l'avenir de l'humanité et de la terre-mère. Cela implique la défense des personnes de notre mouvement qui travaillent dans des situations dangereuses et qui sont trop souvent les premières cibles des organes répressifs de l'état.

En tant que MPS, nous nous engageons par rapport à cette Déclaration.